

La France parle avec le Hamas

Georges Malbrunot
19/05/2008 | Mise à jour : 06:56 |



Paris avait rompu ses relations avec le Hamas lorsque le parti d'Ismaël Haniyeh avait conquis par la force la bande de Gaza en juin 2007. Crédits photo : AFP

Nicolas Sarkozy n'est plus hostile à l'ouverture de «passerelles» avec les islamistes palestiniens.

Dans la plus grande discrétion, une première rencontre a eu lieu, il y a un mois environ, à Gaza, entre Yves Aubin de La Messuzière, diplomate français de haut rang en retraite depuis janvier, et les principaux responsables du Hamas, révèle Le Figaro. Ancien ambassadeur en Irak et patron de la direction Afrique du Nord, Moyen-Orient au Quai d'Orsay, La Messuzière s'est notamment entretenu avec Ismaël Haniyeh et Mahmoud Zahar, avant d'informer le Quai d'Orsay de ses discussions.

«Ce n'était pas une mission officielle, nous déclare l'intéressé, j'ai dit au Hamas qu'il devait se rapprocher au maximum des conditions imposées par l'Occident pour qu'on leur parle (mettre fin au terrorisme, reconnaître l'État hébreu et entériner les accords signés entre Israël et l'Autorité palestinienne, NDLR). Ils m'ont répondu qu'ils étaient prêts à accepter un État palestinien dans les frontières de 1967, ce qui équivaut à une reconnaissance indirecte d'Israël. Ils se sont dits prêts à arrêter les attentats kamikazes, et ce qui m'a surpris, c'est que les dirigeants islamistes reconnaissent la légitimité de Mahmoud Abbas (le chef de l'Autorité palestinienne, NDLR). Dans tous les bureaux où je suis allé, son portrait était collé à ceux des responsables du Hamas», confie Aubin de La Messuzière, qui qualifie sa visite de «très utile».

Jusqu'à présent, les relations entre la France et le plus puissant parti intégriste palestinien étaient limitées aux services de renseignements. Elles avaient été interrompues en juin 2007, lorsque le Hamas conquiert par la force la bande de

Gaza. Mais, en août, les postes diplomatiques français de Tel-Aviv et Jérusalem recevaient un télégramme autorisant les services à renouer avec les islamistes. «Aujourd'hui, on passe à des contacts politiques», note un diplomate à Jérusalem.

À Amman, en Jordanie, un proche de la direction du Hamas reconnaît, de son côté, avoir reçu récemment «des chercheurs français qui voulaient savoir ce qu'ils pouvaient attendre du Hamas si on leur parlait». Et il ajoute : «La situation va se débloquer prochainement. De vrais contacts politiques vont avoir lieu.»

Évolution de doctrine

Ces premières rencontres confirment une évolution de la doctrine du président de la République sur le sujet. Passée inaperçue, la remarque de Sarkozy sur le Hamas lors de son intervention télévisée du 24 avril annonçait pourtant un changement d'approche à l'égard des intégristes palestiniens. Si la presse en a surtout retenu qu'«en tant que chef de l'État», Sarkozy «ne doit pas parler au Hamas (...) qui veut rayer Israël de la carte» , le plus intéressant était dans ce qu'il ajoutait à propos de la mission de l'ancien président américain Jimmy Carter, qui venait de rencontrer à Damas le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Meshaal. «Qu'il y ait des passerelles pour discuter, après tout, moi je ne me permets pas de juger ce que font les uns et les autres, peut-être que ça sera utile un jour» , affirmait le locataire de l'Élysée. En fait, la rencontre de Gaza venait d'avoir lieu.

Pour la première fois, Sarkozy approuvait publiquement cette idée de «passerelle». Jusque-là, il avait tendance à diaboliser le Hamas, rejetant tout dialogue «avec des gens qui assassinent». «Le président a bougé», se félicite-t-on au Quai d'Orsay, où certains y ont vu «une validation du modèle syrien» : pas de contact entre lui-même et Damas, mais au-dessous, des «passerelles» peuvent donc être «utiles».

Le plus haut sommet de l'État fait montre de réalisme. La stratégie d'isolement du Hamas est inopérante. Ce dernier n'a rien cédé sur ce qu'on exige de lui pour qu'il devienne fréquentable, et la paix ne peut pas se faire avec la moitié seulement du peuple palestinien.

«On ne peut pas être plus royaliste que le roi» , ironise-t-on au Quai d'Orsay, où Bernard Kouchner pense, lui aussi, qu'il faudrait parler aux islamistes. Une majorité d'Israéliens, selon un récent sondage, approuvent les contacts avec le Hamas. Un ministre, Elie Yshaï, réclame même des discussions avec les intégristes.

«Les Français se rendent compte qu'ils sont prisonniers de leurs contradictions», souligne le chercheur Jean-François Legrain. Paris avait été l'une des dernières capitales européennes à s'opposer en 2003 à l'inscription du Hamas sur la liste des organisations terroristes dressée par l'UE. Mais aujourd'hui, le virage est difficile à négocier. «On s'attend à une opposition très forte des partisans d'Israël en France» , reconnaît-on au Quai d'Orsay. Le calendrier aussi est délicat. «Si les Français avancent trop vite, les Israéliens vont ruiner la visite de Sarkozy fin juin à Jérusalem», ajoute un expert du renseignement.

Paris souhaiterait que sur ce dossier très sensible une avancée puisse avoir lieu pendant les six mois de présidence française de l'Union européenne, à partir du 1er juillet.

La diplomatie française récupérerait ainsi les progrès réalisés par d'autres pays européens qui n'avaient pas ses réticences. Ces dernières années, Espagnols et Britanniques, notamment, ont su maintenir le lien avec les islamistes palestiniens.



LE FIGARO · *fr*